

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1<sup>re</sup> Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 3822 JS

Réseau

(Service)

OBJET DE LA CONSULTATION

La S. N. C. F., en cas de guerre, peut-elle  
recourir aux services de ses agents  
remplissant des fonctions publiques?

Requête des cheminots  
maius

D<sup>re</sup> N° 3822 JS

SP.

Paris, le 7 Octobre 1938.

COPIE

NT 5420

P.3

COMMUNIQUE  
à Monsieur le Chef du Service du  
Contentieux,

1 P.  
la lettre ci-jointe, je le priant de bien  
vouloir nous faire connaître si, en cas de mobilisation,  
nous pourrions faire appel aux Agents retraités remplis-  
sant les fonctions de Maire ou certaines autres fonctions  
publiques.

Signé: MOTREUL

Paris, le 1er Décembre 1938

SOCIÉTÉ NATIONALE  
DES CHEMINS DE FER DE L'EST  
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS  
Exploitation  
RÉGION EST  
SERVICE GÉNÉRAL  
SERVICE DU PERSONNEL

N° 6463 p3

Rappeler dans la réponse le numéro  
de la présente lettre.

OBJET

*1938 6/12*

## COMMUNICATION

A Monsieur le Chef du Service du Contentieux

Nous avons l'honneur de demander à Monsieur le Chef du Service du Contentieux de vouloir bien nous adresser, le plus tôt possible, les renseignements demandés par notre lettre N° 5420 p3 du 7 Octobre dernier, relative au rappel, en cas de mobilisation, des agents retraités remplissant les fonctions de Maire ou certaines autres fonctions publiques.

Le Chef de Bureau Principal

*M. Bayon*





**CORRESPONDANCE**

Monsieur le Chef de l'Exploitation  
des Chemins de fer de l'EST

13, Rue d'Alsace - PARIS -

Si mes fonctions de Maire de ma commune n'y font point obstacle, j'ai l'honneur de vous faire connaître que si les circonstances venaient à l'exiger, je me tiens entièrement à votre disposition, dans l'intérêt du service que vous pourriez avoir à assurer.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef de l'Exploitation, mes sincères salutations.

Signé : DAVESNE

P. DAVESNE, ex-chef de gare à La Ferté-Milon  
retraité à Neuve-Maison (Aisne)

période de cinq ans à compter de leur admission à la retraite.

A cet effet, ajoute le décret réglementaire du 28 novembre dernier, art. 14, elles sont tenues de répondre à toute demande de renseignements qui leur sera adressée et de faire connaître à leur ancienne administration ou service tout changement de domicile. Ces personnes reçoivent, si possible dès le temps de paix, la convocation à laquelle elles devraient se soumettre.

Ce texte ne faisant aucune distinction suivant l'occupation nouvelle du retraité, on peut en conclure que les agents de la S.N.C.F. titulaires d'une pension de retraite restent dans tous les cas à sa disposition durant 5 ans.

Sans doute, en ce qui concerne spécialement les maires c'est à eux que la loi du 3 juillet 1877 (art. 19) confie le soin d'assurer l'exécution de toutes les réquisitions. Il serait donc impossible de les distraire de cette tâche essentielle si le même art. 19 n'avait expressément prévu qu'en cas d'absence du maire, un conseiller, dans les conditions fixées par l'art. 35 du règlement d'administration publique du 2 août 1877, le supplée.

Rien ne s'oppose donc à ce que la S.N.C.F. emploie les services d'un maire à la mobilisation si du moins celui-ci est disponible au point de vue militaire, c'est-à-dire n'est ni officier de réserve en service, ni requis



civil pour la défense passive, dans les conditions de l'art. 11 de la loi de 1938 précitée.

La même faculté appartient à la S.N.C.F. lorsque le retraité exerce un autre mandat public compatible avec des fonctions administratives.

Il est à noter que les membres du Parlement appartenant à la deuxième réserve de l'armée n'ont pas d'obligations militaires et restent en fonctions à la mobilisation en vertu de l'art. 33 de la loi de 1938 précitée. J'estime donc que la S.N.C.F. ne saurait faire appel aux services de retraités de cette catégorie.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé : Aurenge*

7 Dec. 1988 D

Np 38225

~~Monieur le Directeur~~

~~De votre~~ Note

Pour M. le Chef de bureau principal du  
Personnel de la Région Est

---

Par votre communication du 1er décembre courant  
vous m'avez demandé si, en cas de mobilisation,  
la SNCF pouvait faire appel aux services  
d'agents retraités remplissant les fonctions de  
main ou certains autres fonctions publiques.

En vertu de l'art. 14, 1er paragraphe, de la  
loi du 11 juil. 1988 sur l'organisation générale  
de la nation en temps de guerre les personnes  
titulaires d'une pension de retraite ayant appar-  
tenu à un titre quelconque aux services publics  
concedés sont maintenues à la disposition de  
l'administration dont elles faisaient partie  
pendant une période de cinq ans à  
compter de leur admission à la retraite.

A cet effet, ajoute le décret réglementaire du 28 novembre dernier, art. 14, elles sont tenues de répondre à toute demande de renseignements qui leur sera adressée et de faire connaître à leur ancienne administration ou service tout changement de domicile. Ces personnes résident, si possible, au temps de l'année, la convocation à laquelle elles devraient se soumettre.

Ce texte ne faisant aucune distinction suivant l'occupation nouvelle ~~plus~~ <sup>ou</sup> du retraité, on peut en conclure que les agents de la S.N.C.F. titulaires d'une pension de retraite restent dans tous les cas à sa disposition pendant 5 ans.

Sans doute, en ce qui concerne spécialement les maires, c'est à eux que la loi du 3 juillet 1872 (art. 19) confie le soin d'assurer l'exécution de toutes les réquisitions. Il serait donc impossible de les distraire de cette tâche essentielle si le même art. 19 n'avait expressément

RAPPORT présenté à M. le Directeur  
de la Compagnie, le

Compagnie des Chemins de fer de l'Est.

Objet  
du Rapport  
CONTIENTIUX



présu qu'en cas d'absence du maire, un conseiller  
dans les conditions fixées par l'art 37 du règlement  
l'administration publique du 2 Août 1877 le  
suffit.

Rien ne s'oppose donc à ce que la S. N. C. F.  
emploie les services d'un maire à la mobilisation  
si du moins celui-ci est disponible au point de  
vue militaire, c'est à dire n'est ni officier de  
réserve en service, ni requis <sup>civil</sup> pour la défense  
pénale, dans les conditions de l'art. 11 de la loi de  
1938 précitée.

La même faculté appartient à la S. N. C. F.  
~~Il en va de même~~ lorsque le retraité exerce un  
autre mandat public comptable avec des fonctions  
administratives.

Il est à noter ~~toutefois~~ que les membres du Parlement  
appartenant à la deuxième réserve <sup>de l'armée</sup> n'ont pas d'obliga-  
tions militaires et restent en fonctions <sup>à la mobilisation</sup> en vertu de  
l'art. 33 de la loi de 1938 précitée. Il résulte  
donc que la S. N. C. F. ne saurait faire appel  
aux services de retraités de cette catégorie.

Le Chef de CP